

LA CROISÉE DES CHEMINS...

La proposition de Ben Bella, tendant à libérer 1.200 harkis en échange des huit français emprisonnés en métropole pour soutien à la Révolution algérienne, a reçu un refus catégorique de la part du pouvoir gaulliste; le gouvernement français a en effet besoin de huit militants du réseau Jeanson qui, à l'occasion d'une amnistie générale, justifieraient, bien que disproportionnellement la libération des centaines de détenus O.A.S. Toutes ces nouvelles nous rappellent, que malgré une apparente indépendance politique, le drame algérien demeure dans sa presque totalité; les conditions d'existence du peuple restent précaires et les dernières mutineries des casernes constantinoises semblent illustrer une farouche volonté populaire, face à un gouvernement fatalement irresponsable et incapable de résoudre les problèmes économiques entre autres.

Dans un article paru au moment de la visite de Nasser à Alger, *Le Monde* qualifiait l'expérience socialiste algérienne d'«*anarcho-syndicaliste*».

Voilà, au premier abord, de quoi nous surprendre. Beaucoup d'éléments, en effet, nous heurtent dans cette expérience, et nous semblent bien loin de l'idéal anarchiste. Il y a tout d'abord le terme de nationalisation qui revient un peu trop souvent dans la bouche des dirigeants algériens. La façon même dont ceux-ci conçoivent leur rôle, la satisfaction visible qu'ils éprouvent à se faire acclamer, semblent les situer dans la lignée des démagogues et incitent à de fâcheux rapprochements. De plus, nombre de clauses des traités d'Évian paraissent engager l'Algérie dans une voie néocolonialiste qui ne serait guère préférable au colonialisme antérieur. Ne citons que pour mémoire les clauses militaires de ces accords qui impliquent une collaboration dans un domaine des plus douteux.

Nous devons pourtant être objectifs. Trop souvent, les anarchistes ont condamné toute expérience révolutionnaire parce qu'elle n'était pas issue de leurs milieux, bien que beaucoup d'éléments en aient été positifs et aient été marqués d'un sceau authentiquement libertaire. Nous devons d'ailleurs constater qu'une révolution d'un caractère ouvertement libertaire aurait instantanément soulevé contre elle toutes les puissances et tous les gouvernements et n'aurait guère eu de chance de survie sans le soutien actif des travailleurs d'autres pays. Or, on peut douter que ceux-ci aient été décidés à l'accorder, si l'on en juge d'après le peu d'empressement mis par les travailleurs de ce pays à lutter contre la guerre colonialiste menée par ses gouvernements successifs. Il fallait aussi que les leaders algériens tiennent compte de l'état d'esprit de leur peuple, lassé par huit ans de guerre et guère disposé à fournir un nouvel effort révolutionnaire. Il est vrai que l'on peut précisément reprocher au F.L.N. d'avoir mené la guerre sur un plan strictement militaire, se refusait d'envisager parallèlement des réformes sociales. Dans ces conditions, la guerre achevée, la continuation de la Révolution n'aurait pas été un effort nouveau, mais serait apparue comme la suite naturelle de la lutte menée jusque là.

Et pourtant, il est des aspects de l'expérience algérienne avec lesquels nous ne pouvons qu'être d'accord. Nous ne sommes certes pas de ceux qui ont versé des pleurs sur le sort du malheureux Borgeaud, privé de ses richesses si honnêtement gagnées. Nous aurions plutôt tendance à considérer qu'il aurait fallu commencer par là. La façon dont les biens vacants sont administrés ne peut aussi qu'être considérée avec sympathie, puisqu'ils sont gérés par les ouvriers de l'entreprise eux-mêmes qui ne se contentent pas d'élire des comités de gestion mais au cours d'assemblées de travail, participent eux-mêmes à la marche de leur entreprise et ne se privent pas de critiquer les responsables qu'ils ont élus et, éventuellement de les révoquer. Il y a là une expérience d'un caractère authentiquement anarchiste que nous ne pouvons qu'encourager, tout en constatant les faiblesses.

Mais je ne pense pas que la paternité puisse en être revendiquée par les dirigeants. Il s'agit au contraire de réformes imposées par la base, qui retrouve ainsi spontanément les principes anarchistes. Le pouvoir ne fait que les tolérer, et ce, parce qu'il est actuellement incapable de prendre en main la gestion de l'économie.

Mais ne l'empêche pas d'exiger qu'une part des bénéfices réalisés par les entreprises soit réservée à l'État, les deux autres étant destinées aux ouvriers et aux améliorations nécessaires. De plus, l'hebdomadaire algérien *Révolution africaine* citait récemment le cas d'une usine où les travailleurs ayant à se plaindre de l'incapacité et de l'ambition des membres du comité de gestion, le pouvoir central, soutint systématiquement celui-ci. Tout porte à croire que l'autogestion n'est guère admise par les dirigeants que comme un palliatif provisoire qu'ils s'efforceront d'abattre lorsqu'ils auront affermi leur force. Et, en attendant, ils veulent surtout éviter que cette solution prenne trop d'extension et tous leurs efforts tendent à montrer l'intervention de l'État comme nécessaire. Rien de plus facile que de créer des difficultés artificielles pour apparaître ensuite comme le seul capable de les résoudre. Dans un autre numéro, *Révolution africaine* cite les propos du directeur d'un centre d'éducation populaire qui se plaint, de ce que, non content de se refuser à l'aider, on paralyse son action: «*Nos rapports n'ont encore obtenu aucune réponse, et nous ne pouvons prendre des initiatives sans leur accord. Mais comme cet accord tarde toujours à venir, nous sommes paralysés!... Mais puisqu'ils ne m'envoient pas l'inspecteur que j'ai demandé, qu'ils ne mettent pas au moins de bâtons dans les roues! Qu'ils me donnent carte blanche et alors je prendrai les initiatives qui s'imposent. Mais en fait, les autorités n'aiment pas être mises: devant le fait accompli*».

Deux tendances divergentes semblent donc se faire jour. L'une, véritablement révolutionnaire qui émane des travailleurs. L'autre, calquée sur les modèles européens prônée par les dirigeants qui veulent apparaître comme des gens sérieux. Puisque les autres ont un gouvernement, pourquoi pas eux? Même si, plus que jamais celui-ci, non seulement est inutile, mais joue encore un rôle nuisible, empêchant toute initiative et en démoralisant les travailleurs décidés. Certainement, le qualificatif d'«*anarcho-syndicaliste*» a dû faire frémir ces gens «*sérieux*», ces soi-disant élites, dont le but demeure de mettre sur pied un État fort, dès que les dissensions intestines et les difficultés extérieures auront été surmontées.

D'autre part on emprisonne Boudiaf; bien qu'appartenant au *Parti de la Révolution socialiste*, on connaît mal l'option politique de cet ancien responsable; en tous les cas l'arrestation rie ce dernier coïncide avec un mécontentement grandissant.

Le peuple algérien aura-t-il la force de se débarrasser de ces «*guides*»? La partie n'est pas encore jouée et de son issue dépendront beaucoup de choses, non seulement pour les travailleurs d'Algérie, mais pour ceux du monde entier.

Alain THÉVENET.
